

# **TI\_GERICHTE 39.2014.12 vom 27. November 2013**

TI Tribunale d'appello, 2013-11-27, IT

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti\\_gerichte\\_39.2014.12](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_39.2014.12)

FR: TI\_GERICHTE 39.2014.12 du 27 novembre 2013

IT: TI\_GERICHTE 39.2014.12 del 27 novembre 2013

## **Regeste**

Negato assegno di formazione per la figlia che ha conseguito un Bachelor e ha svolto uno stage non retribuito di 6 mesi all'estero. Il periodo di pratica all'estero è servito per completare nozioni teoriche acquisite durante gli studi, oltre a migliorare le conosc. linguist. Ric. accolto. Dt all'assegno

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Un figlio è ritenuto in formazione se segue un ciclo di formazione regolare e riconosciuto giuridicamente o perlomeno di fatto e, sistematicamente e per la maggior parte del suo tempo, si prepara a un diploma professionale o acquisisce una formazione generale che funge da base per diverse professioni.

### **E. 1.2**

Bei dem unbezahlten Praktikum des Sohnes der Beschwerdeführer in einer Filmproduktionsfirma handelt es sich um die Vorbereitung auf eine filmschaffende Tätigkeit (Drehbuch und Regie) ohne Berufsabschluss. Auch wenn das Praktikum wertvolle Branchenkenntnisse und Fertigkeiten vermittelt, die für eine spätere Tätigkeit im Filmgeschäft unentbehrlich sind, so fehlt es dennoch an einem systematischen, strukturierten Lehrgang, der unter Art. 25 Abs. 5 AHVG gefasst werden könnte. Die zitierte Rechtsprechung verlangt in diesem Zusammenhang "Schulen oder Kurse"; beide Begriffe setzen notwendigerweise eine bestimmte Form von Lehrplan und ein Mindestmass an schulischer Infrastruktur voraus. Das Praktikum im Rahmen der Produktion des Spielfilms "X. \_\_\_\_\_", an dem der Sohn der Beschwerdeführenden massgeblich an der Erstellung des Drehbuchs beteiligt war, erfüllt diese Eigenschaft nicht. Es handelt sich im Weiteren auch nicht um ein Praktikum, welches der praktischen Umsetzung von theoretischen Kenntnissen dient, welche zuvor im Rahmen eines Ausbildungsgangs erworben worden waren (vgl. ARV 2005 S. 207, C 311/02). Damit kann dahingestellt bleiben, wie es sich mit dem für beide Vorinstanzen ausschlaggebenden Gesichtspunkt verhält, die (nunmehr per Ende November 2009 vorgesehene) Beendigung des "unkonventionellen Ausbildungsvorhabens" binnen nützlicher Frist sei - offenbar wegen eines Streiks der amerikanischen Drehbuchautoren - nicht absehbar." Nella sentenza C 311/02 dell'8 luglio 2004, pubblicata in DLA 2005 pag. 207 seg., l'Alta Corte ha invece riconosciuto il carattere di formazione a un periodo di pratica svolto da un'assicurata dopo la conclusione della sua formazione universitaria, rilevando: " Est réputée formation au sens de l'art. 14 al. 1 let. a LACI toute préparation à une activité lucrative future fondée sur un cycle de formation (usuel) réglementaire, reconnu juridiquement ou, à tout le moins, de fait ( ATF 122 V 44 consid. 3c/aa; DTA 2000 no 28 p. 146 consid. 1b; SVR 1995 ALV no 46 p. 135 consid. 3b). Cette définition correspond à celle de la formation en tant que condition de la prolongation,

au-delà de l'accomplissement du 18<sup>ème</sup> anniversaire, du droit à la rente d'orphelin de l'AVS, au sens de l'art. 25 al. 5 LAVS, en vigueur depuis le 1er janvier 1997 et qui reprend en substance la teneur de l'art. 25 al. 2a LAVS (arrêts non publiés J. du 29 octobre 1996, H 211/96, et F. du 14 avril 1986, C 148/85). 3.

## **E. 2**

Sono considerate formazione anche soluzioni di occupazione transitorie quali i semestri di motivazione e i pretirocini nonché i soggiorni alla pari e i soggiorni linguistici, a condizione che comprendano una parte d'insegnamento scolastico.

## **E. 3**

Non sono considerati interruzioni ai sensi del capoverso 2 i seguenti periodi, a condizione che la formazione sia proseguita immediatamente dopo: a. usuali periodi senza lezioni e vacanze per una durata massima di quattro mesi; b. il servizio militare o civile per una durata massima di cinque mesi; c. le interruzioni per motivi di salute o per gravidanza per una durata massima di 12 mesi." Le direttive dell'UFAS denominate "Directives concernant les rentes (DR) de l'assurance vieillesse, survivants et invalidité fédérale", valide dal 1<sup>o</sup> gennaio 2003, prevedono quanto segue: " 3358 La formation doit durer 4 semaines au moins et tendre 1/11 systématiquement à l'acquisition de connaissances. Les connaissances acquises doivent soit déboucher sur l'obtention d'un diplôme professionnel spécifique, soit permettre l'exercice d'une activité professionnelle même sans diplôme professionnel à la clé, voire enfin - si elles n'ont pas été ciblées sur l'exercice d'une profession bien définie - servir pour l'exercice d'une multitude de professions ou valoir comme formation générale. La formation doit obéir à un plan de formation structuré reconnu de jure ou à tout le moins de facto. Par contre, peu importe qu'il s'agisse d'une formation initiale, d'une formation complémentaire ou d'une formation qui vise à une réorientation professionnelle. 3359 La préparation systématique exige que l'enfant suive la 1/11 formation avec tout l'engagement que l'on est objectivement en droit d'exiger de sa part, pour qu'il la termine dans les délais usuels. Durant la formation, l'enfant doit consacrer l'essentiel de son temps à l'accomplissement de celle-ci. Cette condition n'est réalisée que si le temps total consacré à la formation (apprentissage dans l'entreprise, enseignement scolaire, conférences, rédaction d'un travail de diplôme, étude à distance, etc.) s'élève à 20 heures au moins par semaine. 3360 Le temps effectif dévolu à la formation ne peut partiellement 1/11 être déterminé que sur la base d'indices et doit être évalué selon le critère de la vraisemblance prépondérante. Ce faisant, il importera en particulier de se fonder également sur les indications fournies par le préposé à la formation au sujet du temps moyen appelé à être consacré à la formation dans la filière suivie. Celui qui ne suit qu'un nombre limité de cours (p. ex. 4 cours le soir) alors qu'il poursuit pour l'essentiel - voire à l'inverse pas du tout - l'exercice d'une activité lucrative durant la journée (sans caractère de formation), ne pourra que difficilement faire état d'un temps prépondérant consacré à la formation. Exemple: un apprenti échouant aux examens de fin d'apprentissage et répétant l'année tout en ne fréquentant plus qu'un nombre restreint de cours n'est plus considéré comme étant en formation s'il ne parvient pas à démontrer le temps prépondérant consacré à la formation. 3361 Un stage pratique est assimilé à une formation si, légalement 1/12 ou réglementairement, son accomplissement est une condition indispensable pour - accéder à une formation donnée ou passer un examen, ou - obtenir un diplôme ou un certificat de fin d'apprentissage (s'agissant du revenu d'activité lucrative durant le stage pratique, v. ch. 3366ss.). 3361 Si les conditions du ch. 3361 ne sont pas remplies, un 1 stage pratique est

néanmoins assimilé à une formation: 1/15 - si le stage est de fait requis pour la formation et qu'au début de celui-ci, l'intéressé ait effectivement l'intention d'accomplir la formation envisagée (ATF 139 V 209), et - si le stage dure au maximum une année dans l'entreprise concernée (arrêt du TF 9C\_239/2014). 3362 Il n'est pas exigé que durant son stage pratique, l'enfant 1/14 suive des cours scolaires. Toutefois, si l'enfant exerce une activité pratique dans le seul but d'acquérir certaines connaissances ou une expérience bien spécifiques susceptibles d'améliorer ses chances sur le marché de l'emploi en période de crise, il ne saurait être question d'une formation (ex: stage chez un producteur de cinéma selon ATF du 1<sup>er</sup> avril 2008, 9C\_223/2008). 3363 Les enfants qui, dans l'attente de la suite à donner une fois la 1/11 fin de la scolarité atteinte, accomplissent - en guise de solution transitoire - un semestre de motivation (mesure relative au marché du travail) ou un préapprentissage, sont considérés comme étant en formation professionnelle. Encore faut-il que les cours suivis durant cette phase transitoire portent sur

### **E. 3.1**

La juridiction cantonale a jugé que le stage de six mois accompli au à l'étranger constituait une période de formation au sens de l'art. 14 al. 1 let. a LACI. Elle a considéré que ce stage effectué dans le domaine de l'éducation sanitaire et environnementale, supervisé par une psychologue, ne constituait pas un premier emploi, dès lors que l'intéressée, bien que nourrie et logée, n'avait pas perçu de rémunération. Selon les premiers juges, cette activité avait permis de compléter les connaissances théoriques acquises à l'université par une expérience pratique en rapport avec la matière apprise, effectuée dans le cadre d'une institution soutenue par diverses organisations internationales et de nature à valoriser directement un titre universitaire. Aussi, cette activité était-elle comparable à un stage dans un institut de recherche aux Etats-Unis, financé par le Fonds national de la recherche scientifique, dont le Tribunal administratif du canton de Vaud avait reconnu le caractère de formation complémentaire, voire de perfectionnement professionnel au sens de l'art. 14 al. 1 let. a LACI (jugement du 5 septembre 1996 dans la cause PS 96/0156). De son côté, le SECO est d'avis que le stage effectué au à l'étranger ne constituait pas un complément nécessaire à la licence en psychologie obtenue par M.\_\_\_\_\_. En effet, un tel titre est suffisant pour accéder au marché du travail dans le domaine en question. Ce stage doit être considéré bien plutôt comme une première expérience professionnelle, certes importante, mais qui ne peut être considérée comme une poursuite de la formation, d'autant que l'attestation à laquelle il a ouvert droit apparaît tout au plus comme un certificat de travail sans incidence sur la formation professionnelle de l'intéressée. Se référant à un arrêt C. du 21 décembre 2000, C 266/00, dans lequel le Tribunal fédéral des assurances a jugé que la rétribution perçue durant un stage, dans la mesure où celui-ci n'était pas nécessaire pour compléter une formation, devait être considérée comme un gain intermédiaire, le recourant est d'avis qu'un tel stage ne constitue pas un motif de libération au sens de l'art. 14 al. 1 let. a LACI.

### **E. 3.2**

En l'occurrence, il y a lieu de se ranger à l'avis des premiers juges selon lequel le stage accompli au à l'étranger a permis à l'intéressée de compléter les connaissances théoriques acquises à l'université par une expérience pratique en rapport avec la matière apprise. Dans la mesure où la notion de formation au sens de l'art. 14 al. 1 let. a LACI correspond à celle de l'art. 25 al. 5 LAVS, il ne paraît pas indiqué de poser une exigence supplémentaire en ce sens que le stage doit constituer un complément nécessaire à la formation acquise, comme

le soutient le recourant. Un tel critère est certes déterminant en ce qui concerne le droit à des prestations au titre des mesures destinées à prévenir et à combattre le chômage au sens des art. 59 ss LACI (cf. ATF 111 V 276 ; DTA 1991 n° 13 p. 111 consid. 1b/bb). En ce qui concerne la libération des conditions relatives à la période de cotisation, en revanche, la loi n'a pas pour but d'en faire bénéficier seulement les assurés qui accomplissent une formation minimale. Au contraire, l'assurance-chômage a intérêt à ce que soient libérés temporairement des conditions relatives à la période de cotisation les assurés désireux d'accéder au marché de l'emploi qui suivent une formation au-delà du niveau minimum requis actuellement." In una sentenza 8C\_90/2013, pubblicata in DTF 139 V 209, il Tribunale federale ha stabilito che il riconoscimento di uno stage quale formazione ai sensi dell'art. 49bis cpv. 1 OAVS non dipende dalla possibilità di ottenere, al termine dello stage, un posto di apprendistato nella stessa azienda bensì dalla necessità dello stage per il genere di formazione. Inoltre, all'inizio dello stage l'interessato deve avere realmente l'intenzione di svolgere la formazione perseguita (considerando 5). Al riguardo l'Alta Corte si è in particolare così espressa: " 5.1 In BGE 139 V 122 wurde die Frage, ob die Anerkennung bloss faktisch notwendiger Praktika als Ausbildung durch die RWL gegen Art. 49 bis Abs. 1 AHVV verstösst, verneint. Denn in dieser Verordnungsbestimmung werden nicht bloss rechtlich, sondern auch faktisch anerkannte Bildungsgänge als Ausbildung qualifiziert. Akzeptiert man notwendige Praktika als zur Ausbildung gehörend, so wirkt es als eitrangig, ob diese gesetzlich oder reglementarisch vorgeschrieben oder bloss faktisch geboten sind; demnach ist auch ein bloss faktisch notwendiges Praktikum als Ausbildung im Sinne von Art. 49 bis Abs. 1 AHVV zu qualifizieren ( BGE 139 V 122 E. 4.3 und 4.4 S. 125). 5.2 Gemäss Rz. 3361.1 RWL wird ein faktisch notwendiges Praktikum bloss dann als Ausbildung anerkannt, wenn vom Betrieb schriftlich zugesichert wird, dass das Kind bei Eignung nach Abschluss des Praktikums eine Lehrstelle im betreffenden Betrieb erhält. Eine entsprechende Verknüpfung lässt sich indessen aus dem Wortlaut von Art. 49 bis Abs. 1 AHVV nicht ableiten, wird doch darin festgehalten: "In Ausbildung ist ein Kind, wenn es sich auf der Grundlage eines ordnungsgemässen, rechtlich oder zumindest faktisch anerkannten Bildungsganges systematisch und zeitlich überwiegend entweder auf einen Berufsabschluss vorbereitet oder sich eine Allgemeinausbildung erwirbt, die Grundlage bildet für den Erwerb verschiedener Berufe." In der Praxis würde die Umsetzung von Rz. 3361.1 RWL durch die Verknüpfung von Praktikum und Lehrstelle erheblich erschwert oder gar verunmöglicht, weil Ausbildungsbetriebe nur über eine begrenzte Anzahl von Lehrstellen verfügen, und deshalb Praktikum und Lehre häufig nicht am selben Ort absolviert werden können. Auch bezüglich des Zeitpunktes, eine entsprechende Bestätigung eines Lehrbetriebes zu erhalten, können weitere Schwierigkeiten in der Erfüllung von Rz. 3361.1 RWL entstehen, da bei einem einjährigen Praktikum eine Lehrstellenzusage eher an dessen Ende zu erwarten ist. Eine Verknüpfung zwischen Praktikum und Lehrstelle im gleichen Betrieb als Voraussetzung für die Qualifikation einer Ausbildung scheint deshalb weder praktikabel, noch erfüllt sie das Ziel der Ausbildungszulagen, welche in erster Linie der beruflichen Ausbildung von Jugendlichen dienen soll, weshalb der Begriff der Ausbildung in diesem Zusammenhang weit verstanden werden muss (KIESER/REICHMUTH, Bundesgesetz über die Familienzulagen, Praxiskommentar, 2010, N. 38 zu Art. 3 FamZG). 5.3 Es steht demnach fest, dass die Anerkennung eines Praktikums als Ausbildung im Sinne von Art. 49 bis Abs. 1 AHVV nicht davon abhängt, ob im Anschluss an das Praktikum im selben Betrieb oder in einem anderen Betrieb auch eine Lehrstelle angetreten werden kann, sondern ob das Praktikum für die Ausbildung faktisch

notwendig ist. Hingegen soll nicht jedes Praktikum automatisch im Sinne einer Ausbildung verstanden werden, sondern nur dann, wenn mit dem Antritt eines Praktikums tatsächlich die Absicht besteht, die angestrebte Ausbildung zu realisieren. Diese Absicht ergibt sich bei der Tochter der Beschwerdegegnerin aus der Bestätigung des Kinderhorts X. vom 18. Juni 2012. Die Tatsache, dass ein einjähriges Praktikum eingegangen wird, zeugt bereits durch die Dauer für die Ernsthaftigkeit, die angestrebte Ausbildung zu absolvieren. 5.4 Gestützt auf die Tatsache, dass ein Praktikum bei der Ausbildung Kinderbetreuung eine faktische Notwendigkeit ist (vgl. E. 4.1) und diese Ausbildung von der Tochter der Beschwerdeführerin auch bewusst angestrebt wurde, hat die Vorinstanz zu Recht einen Anspruch auf Ausbildungszulagen ab 1. August 2012 bejaht." In una sentenza 8C-710/2013 del 29 luglio 2014 il Tribunale federale ha negato a degli assicurati il diritto agli assegni di formazione per la figlia ed ha sviluppato le seguenti considerazioni: " 5.2.2. Durant la période en cause, l'intéressée a effectué des stages - organisés par le service E. \_\_\_\_\_ - de fleuriste (du 30 août au 11 septembre), de soins aux animaux (du 13 au 24 septembre, du 18 au 22 octobre et du 25 octobre au 12 novembre), de vendeuse en papeterie (du 27 au 30 septembre), ainsi que d'employée de bibliothèque (du 22 au 26 novembre). En outre, elle a suivi un cours de baby-sitting (durant quatre jours) et effectué un séjour linguistique à \_\_\_\_\_ (du 29 novembre au 23 décembre). A partir du mois de janvier 2011, elle a accompli d'autres périodes de stage et suivi un cours de remise à niveau de français et de mathématiques, avant d'obtenir une place d'apprentissage en horticulture à compter du 28 août 2011. Dans son courrier du 12 décembre 2011 adressé à la juridiction précédente, F. \_\_\_\_\_ a indiqué qu'à sa connaissance, les stages ont été suivis à plein temps et n'ont pas été rémunérés. Ils ont constitué une aide au choix professionnel et à la prise de décision en ce sens qu'ils ont permis de confirmer les intérêts professionnels de C. \_\_\_\_\_ et de vérifier l'adéquation entre ses intérêts et les aptitudes requises. En outre, ils ont aidé l'intéressée à se familiariser avec le monde professionnel et à rechercher une place d'apprentissage. Cela étant, si les stages accomplis durant la période litigieuse ont bien favorisé l'obtention d'une place d'apprentissage à partir du 28 août 2011, il n'apparaît pas qu'ils ont servi à apporter des connaissances préalables nécessaires à l'apprentissage. Ainsi, on ne peut pas considérer qu'il existe une relation entre ces activités et le but professionnel. En particulier, les stages effectués n'ont pas eu une incidence sur l'apprentissage en horticulture en ce sens qu'ils auraient permis d'abrégé la durée de cette formation professionnelle ou qu'ils en auraient constitué une condition formelle d'admission. Cela étant, en l'absence d'une relation entre les stages et le but professionnel, ceux-ci ne sauraient être considérés comme faisant partie de la formation au sens de l'art. 25 al. 5 LAVS, en liaison avec les art. 3 al. 1 LAFam et 1<sup>er</sup> al. 1 OAFam. Quant au séjour linguistique effectué en Allemagne (du 29 novembre au 23 décembre 2010), il n'a pas une connexité suffisante avec le but professionnel visé pour pouvoir être considéré comme partie intégrante de l'apprentissage entrepris (cf. ATF 102 V 208 consid. 2 p. 210 s.)." Infine, in una sentenza 8C- 196/2014 del 12 giugno 2014, pubblicata in DTF 140 V 314, il Tribunale federale ha stabilito che la sottoscrizione di un contratto di stage dopo la non promozione all'esame di apprendistato nel medesimo campo professionale può essere riconosciuta come formazione ai sensi dell' art. 49bis cpv. 1 OAVS , nella misura in cui il tirocinio è strutturato come apprendistato ordinario sia nel suo contenuto (alternanza tra scuola professionale e lavoro pratico) sia sul piano della remunerazione (fino all'ottenimento del certificato di capacità); relativamente alla nozione di formazione occorre inoltre che il tribunale cantonale abbia accertato, senza arbitrio, l'adempimento della condizione del

tempo consacrato alla formazione (consid. 4.3). In quell'occasione l'Alta Corte ha rilevato che: " 4.3.1 Die Bestimmung des Art. 49 bis Abs. 1 AHVV besitzt keinen abschliessenden Charakter, sondern es wurden darin von der Rechtsprechung erarbeitete allgemeine Grundsätze zum Ausbildungsbegriff aufgenommen, wie sich u.a. aus den "Erläuterungen zu den Änderungen der AHVV auf 1. Januar 2011" des BSV ergibt (vgl. BGE 138 V 286 E. 4.2.1 f. S. 288 f.). Die vorinstanzliche Auffassung, der Sohn des Beschwerdegegners habe sich während des Praktikums als Hochbauzeichner in Ausbildung befunden, lässt sich, entgegen dem diesbezüglichen Einwand der Beschwerdeführerin, mit dem nicht abschliessenden Charakter des Verordnungstextes durchaus vereinbaren. Dies zumal die Ausbildungszulage in erster Linie der beruflichen Ausbildung von Jugendlichen dienen soll, weshalb der Begriff der Ausbildung in diesem Zusammenhang weit zu verstehen ist (KIESER/REICHMUTH, Bundesgesetz über die Familienzulagen, Praxiskommentar, 2010, N. 38 zu Art. 3 FamZG)." 2.3. Nella presente fattispecie, dopo avere conseguito il Bachelor presso la Facoltà \_\_\_\_\_ dell' \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_ ha effettuato un periodo di pratica non remunerato della durata di sei mesi (dal 4 novembre 2013 al 2 maggio 2014, cfr. doc. 2 e doc. 6) presso una ditta di \_\_\_\_\_, la \_\_\_\_\_, che si occupa di diffondere le sonorità del \_\_\_\_\_ nel mondo (cfr. \_\_\_\_\_). I compiti sono stati così descritti: " Summary of professional goals and duties ■ Follow the process of producing and releasing an album - studio mastering - artwork decision - promotion ■ Assist manager in organising concerts and other live events. ■ Administrate synching and licensing deals with artists and managers and in deep knowledge of legal aspects. ■ Implement all PR and marketing strategies in social networks (online marketing, social networks) - Assist supervisor in planning journalistic marketing campaign of music events - Assist supervisor in live press conferences - Assist manager as spokeswoman of the company - Assist supervisor in establishing most efficient events calendar - Assist supervisor in graphic creation of posters and use of slogans." (doc. 6/2-3) In particolare \_\_\_\_\_ ha dunque avuto la possibilità di seguire il processo di produzione e di realizzazione di un album musicale (incisione, grafica e promozione), di assistere e di essere responsabili nell'organizzazione di concerti o di altri eventi, di avere contatti con artisti e managers (approfondendo pure gli aspetti legali), di mettere in atto tutte strategie di relazioni pubbliche e di marketing nei diversi "social networks" (quale assistente per il lancio sulla stampa di eventi musicali, per le conferenze stampa, nella funzione di portavoce, per l'elaborazione del calendario degli eventi musicali e per la creazione grafica di posters e uso di slogans). \_\_\_\_\_ ha effettuato i compiti assegnati con piena soddisfazione della \_\_\_\_\_ (cfr. doc. 6/3-3). Il 14 maggio 2014 \_\_\_\_\_ ha così illustrato alla Cassa i motivi per cui ha deciso di effettuare il periodo di pratica non retribuito: " (...) I motivi che mi hanno indotta a dover compiere questo passo che ho reputato fondamentale per la mia formazione post laurea, sono dettati dalle condizioni imposte attualmente dal mercato del lavoro, che richiede un'esperienza pratica già acquisita a chi intenda candidarsi ad una posizione, e in assenza della quale è di fatto preclusa la possibilità di essere prescelti. Il conseguimento di un Bachelor e di un eventuale Master, non vengono giudicati requisiti sufficienti per ottenere un posto di lavoro poiché ritenuti essenzialmente teorici. È determinante poter dimostrare una pur breve esperienza pratica nel mondo del lavoro, che permetta al datore di inserire il collaboratore più rapidamente nel processo produttivo, senza dover sostenere i costi di una formazione pratica più o meno prolungata. In assenza di questo requisito diventa molto difficile inserirsi nel mondo del lavoro soprattutto nelle attuali condizioni congiunturali. Questa realtà mi è apparsa in tutta

la sua evidenza quando ho iniziato ad analizzare le offerte di posti di lavoro nei consueti canali di informazione. Per massimizzare le mie possibilità di inserimento nel lavoro ed in particolare nel mio ramo di specializzazione riguardante l'industria della comunicazione e per rendermi rapidamente autosufficiente ho ritenuto fondamentale completare la mia formazione con lo svolgimento di questo stage pratico specifico che mi ha arricchito di molti temi decisivi non contemplati dagli studi universitari." (doc. 6/1-3) Chiamato ora a pronunciarsi questo Tribunale ritiene che, effettivamente, il periodo di pratica in questione è servito a \_\_\_\_\_ per completare le nozioni teoriche che ha acquisito all'Università conseguendo il Bachelor \_\_\_\_\_, oltre, evidentemente, a migliorare le sue conoscenze nella lingua inglese. Il caso concreto è simile a quello pubblicato nella DLA 2005 pag. 207 seg., citato nella sentenza 9C-223/2008 del 1° aprile 2008 e si differenzia da quest'ultimo nella misura in cui in quella circostanza, a differenza di \_\_\_\_\_, l'assicurato non aveva effettuato prima una formazione teorica completa. Secondo il TCA la ricorrente ha dunque diritto all'assegno di formazione per la figlia \_\_\_\_\_ durante il periodo in cui quest'ultima ha svolto la pratica a \_\_\_\_\_.

### **E. 8**

leçons au moins (de 45 à 60 minutes) par semaine. 3364 Les enfants qui s'engagent comme enfant au pair dans une 1/11 région de langue étrangère ou qui y accomplissent un stage linguistique sont considérés comme étant en formation professionnelle dans la mesure où les cours suivis portent sur 4 leçons au moins (de 45 à .60 minutes) par semaine." 2.2. Nella sentenza 9C- 223/2008 del 1° aprile 2008, citata al n. 3362 delle direttive dell'UFAS (cfr. consid. 2.1.) e ripresa dalla Cassa (cfr. consid. 1.1. e 1.3.), il Tribunale federale ha negato il carattere di formazione ad un periodo di pratica svolto da un assicurato, rilevando:

"

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.